

Contre l'Ayraultport, notre détermination est totale !

Ce vendredi 23 novembre à partir de 6h, près de 500 gendarmes mobiles ont entrepris une fois de plus une opération brutale de répression des opposant-e-s au projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes.

Lors de la manifestation de réoccupation du 17 novembre, dans une magnifique dynamique collective largement relayée dans les médias, des maisons de bois ont été reconstruites par des milliers d'opposant-e-s. Elles ont été investies ce matin à 6h30 par les gendarmes mobiles : vitres brisées et occupants réveillés par des gaz lacrymogènes, les constructions ont été mises sous scellés. Dans le même temps, les habitant-e-s de la maison des Rosiers étaient sommé-e-s de quitter les lieux sans leurs affaires, encerclé-e-s par des centaines de gendarmes menaçant de faire usage de la force. Les assauts violents qui se poursuivent à l'heure actuelle à l'encontre des opposant-e-s ont entraîné de graves blessures pour une personne criblée par des éclats de grenades assourdissantes.

Alors que 40 000 personnes ont convergé de toute la France le week-end dernier pour aider à la réoccupation des terres, alors que 81 associations locales se sont regroupées pour manifester leur opposition à l'aéroport et que des collectifs de soutien se sont constitués dans une cinquantaine de villes françaises, le gouvernement s'entête dans une absence totale de dialogue et s'enferme dans une logique répressive qui n'a rien à envier à celle de ses prédécesseurs.

Contrairement à ce que voudrait faire croire le gouvernement, des recours juridiques sont en cours auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme et le dossier n'est pas bouclé. Cette opération César d'expulsion des occupant-e-s de la ZAD et de destruction de maisons est en contradiction avec la promesse du candidat Hollande entre les deux tours de suspendre toute action violente dans l'attente du résultat de ces recours. Il s'agit, pour le gouvernement et pour Vinci, de gagner du temps par rapport à l'échéance de ces recours. Nous ne les laisserons pas faire.

Le discours stigmatisant de Manuel Valls et de nombreux responsables du Parti Socialiste, qui voudraient réduire les opposants à l'aéroport à une minorité violente, se heurte à la solidarité et à l'union réelle, sur place, entre les agriculteurs-trices exproprié-e-s, les habitant-e-s et associations locales et les occupant-e-s de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) rebaptisée "Zone à Défendre".

Le Collectif francilien de Soutien à Notre-Dame-des-Landes appelle à un rassemblement place du Président Édouard Herriot, à côté de l'Assemblée Nationale, **ce vendredi 23 novembre à 18h.**

Nous dénonçons :

- les expropriations, expulsions et les destructions d'habitats
- la répression d'une violence extrême, qui a déjà fait au moins un blessé grave
- le gaspillage d'argent public dans un projet à l'utilité très contestée
- la destruction de terres agricoles et de zones humides indispensables à la biodiversité
- le partenariat entre l'État français, les collectivités locales et le groupe privé Vinci
- l'aveuglement de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes, qui en fait un combat personnel
- le soutien inconditionnel apporté par François Hollande et son gouvernement
- le projet de société porté par ce gouvernement, qui ne diffère pas de celui de ses prédécesseurs

Nous soutenons :

- tou-te-s les habitant-e-s et occupant-e-s qui résistent sur la Zone à Défendre (ZAD)
- toutes les actions de solidarité avec les opposant-e-s au projet d'aéroport

La ZAD est partout !

Contre l'aéroport et son monde !

Vinci hors de nos vies !

Contact : collectifnddlparisidf@riseup.net

Informations : <https://zad.nadir.org> et <http://acipa.free.fr>

Le Collectif francilien de Soutien à Notre-Dame-des-Landes se réunit chaque mardi soir au CICP, 21 ter rue Voltaire à Paris, à 19h.